

BANDOENG : NEHRU FAIT ACCLAMER MESSALI HADJ

La conférence de Bandoeng reste, dans l'histoire de la décolonisation, l'Évènement, qui va marquer l'histoire du monde de l'après guerre. Elle trouve ses origines dans le Congrès anticolonialiste de Bruxelles, en 1927, la formation du groupe afro-asiatique de l'ONU (1950), la Conférence de Colombo animées par l'Indonésie et l'Inde (5 avril 1954) puis à la réunion de Bogor (fin décembre 1954) où le Pandit Nehru joua un rôle majeur dans la rédaction du communiqué précisant que la prochaine conférence serait « afro-asiatique » et qu'elle ne rassemblerait que les représentants d'Etats indépendants.¹

La Conférence de Bandoeng (18-24 avril 1955)

Convoquée par les Cinq de Colombo : Birmanie, Ceylan, Inde, Indonésie et Pakistan, elle réunit 29 pays d'Asie et d'Afrique représentant 1300 millions d'habitants, d'où l'importance et le retentissement d'une conférence ouverte à la Chine communiste et au Vietnam. L'objectif des Etats asiatiques et africains était « d'étudier et examiner leurs intérêts mutuels et communs » et « les problèmes intéressant spécialement les peuples d'Asie et d'Afrique, par exemple les problèmes affectant la souveraineté nationale, ainsi que le racisme et le colonialisme. »² Nehru, l'homme orchestre de la Conférence, ne voulait pas organiser un troisième bloc, une entente régionale ou même jeter les bases d'une coopération économique risquant d'interférer avec le plan de Colombo qui recherchait les moyens de hâter la conclusion de la paix en Indochine.

Les débats s'organisèrent dans trois commissions, dont les plus importantes : politique, coopération culturelle et économique, étaient dirigées par les Indonésiens. La langue officielle fut l'anglais.

Bandoeng ne donna pas naissance à une Internationale tiers-mondiste, mais à une Charte qui énonçait les dix principes de la coexistence. Le point 4 faisait un devoir aux peuples libérés d'aider les « dépendants » à obtenir la souveraineté, et à faire adopter par la Conférence, une résolution commune de l'Inde et de l'Égypte, modérée dans la forme mais qui se prononçait pour « les droits des peuples d'Algérie, du Maroc et de Tunisie à disposer d'eux-mêmes et à être indépendants. »³

D'une manière générale, Bandoeng est présenté comme le moment où le FLN a obtenu une reconnaissance internationale. La réalité est différente, car Nasser est éclipsé par le prestige du diplomate chinois Chou En Lai et surtout par Nehru, pour qui les deux délégués du FLN font partie de la délégation égyptienne.⁴ Il étudia par contre le Message de Messali que lui remit Chadli El Mekki qui a difficilement quitté l'Égypte pour venir à Bandoeng, puis il décide d'en donner lecture devant l'instance afro-asiatique.

Le Message de Messali Hadj

« ...dépossédé de ses biens, appauvri et privé des libertés démocratiques pour défendre ses droits, le peuple algérien a été conduit à une situation économique désastreuse. Il y a actuellement en Algérie plus d'un million et demi de travailleurs soumis au chômage quasi permanent, soit plus de quatre millions avec leurs familles. Cette population chassée de ses terres habite des bidonvilles et des grottes près des cimetières. Sous-alimentée, sans soins, elle est ravagée et décimée par la tuberculose, la syphilis et le rachitisme.

Il est à noter que plus des 80 % des familles algériennes ne vivent qu'avec 1200 frs par mois. Cette situation a obligé la jeunesse algérienne à fuir cet enfer pour aller à la recherche d'un emploi problématique. Plus de 400 000 Algériens mènent en France une vie d'exilés volontaires pour essayer de gagner leur vie et surtout celle de leur famille.

Au point de vue de l'enseignement, plus de 95 % de la population algérienne est illettrée. Deux millions et demi de petits Algériens n'ont pas de place à l'école, tandis que tous les petits Européens sont scolarisés par priorité. Bien que la population algérienne soit dix fois plus nombreuse, elle n'a que 557 étudiants, alors que les Européens sont au nombre de 5146. La langue arabe, langue maternelle et religieuse de dix millions d'Algériens a été systématiquement écartée durant les 120 années de colonisation, puis finalement déclarée langue étrangère.

D'autre part, le culte islamique, avec tout son personnel et ses édifices religieux a été transformé en un instrument de propagande au service du colonialisme français. Contrairement à la loi de 1905, sur la séparation de l'Église et de l'État, le gouvernement français s'est arrogé le droit de diriger la religion

islamique et s'est emparé de tous les biens Habous qui existaient sur le territoire algérien, avant la conquête.

Au point de vue politique, le peuple algérien est éliminé de la scène politique par une série de lois d'exception.

Si telle est la situation du peuple algérien, il n'en est pas de même de la minorité européenne qui, en face des bidonvilles, vit dans des châteaux et des villes, et jouit d'une richesse qui se chiffre par dizaines de milliards. Cette minorité possède plus de 70 % de la fortune totale de l'Algérie. Les ports, les chemins de fer, les mines et les grands domaines sont des richesses et ses exploitations exclusives. Tous les ans, les gros propriétaires récoltent plus de 20 millions d'hectares de vin, tandis que la population algérienne est obligée d'importer du blé et de l'orge pour sa consommation.

Par ailleurs, la minorité européenne est maîtresse de toute l'administration et a la haute main sur la police dont elle se sert selon ses propres intérêts. Riche et heureuse, elle dépense sans compter pour ses loisirs, pendant que l'Algérien gagne 200 Frs par jour pour 15 heures de travail. Voici un signe de sa richesse : en 1952, 187 000 colons d'Algérie ont dépensé en France et à l'étranger plus de 20 milliards de francs.

Dans les Assemblées municipales et départementales, la minorité des colons dispose des 3/5 des sièges. Quant aux élus algériens, ils sont les jouets des colons qui les dirigent à leur gré. L'Assemblée algérienne qui est une sorte de Conseil d'administration, comprend 120 délégués dont la moitié seulement est composée d'élus algériens. Mais sur ces soixante délégués, à peine 4 ou 5 luttent (d'ailleurs vainement) pour faire entendre la voix du peuple. Les nationalistes ont été écartés de toutes les assemblées, les élus de l'administration ne sont que des auxiliaires au service du colonialisme...

Enfin, nous demandons à la Conférence d'appuyer le problème devant toutes les instances internationales.

Nous demandons à la Conférence de dénoncer la guerre coloniale en Algérie pour y mettre fin et d'engager avec les véritables représentants du peuple le dialogue pour une Constituante algérienne souveraine élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion, afin de donner la parole au peuple conformément à la Charte des Nations Unies et à la libération des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pour terminer, nous adressons à la Conférence afro-asiatique le salut fraternel du peuple algérien et ses souhaits pour qu'enfin les peuples colonisés vivent libres et indépendants.

Fait ce jour 19 mars 1955

Messali Hadj

Président du Parti du Peuple Algérien

En résidence forcée aux Sables d'Olonne,

Vendée, France. »⁵

L'Assemblée salua, debout, le contenu du Message, la combativité du peuple algérien en lutte et l'ardeur de son chef Messali Hadj, avec un tonnerre d'applaudissements. »⁶

Pour Nehru qui suivait de près le problème algérien, le seul dirigeant authentique du peuple algérien était Messali Hadj qu'il avait rencontré au Congrès de Bruxelles de 1927 et dont il approuve la politique que lui a exposé Jean Rous, président du Congrès des peuples contre l'impérialisme : Une conférence de la Table ronde réunissant toutes les parties intéressées par le conflit, des élections libres à une Assemblée Constituante Souveraine, l'intégration de l'Algérie et du Maghreb dans un Commonwealth franco-africain remplaçant l'Union Française.⁷

L'intégration du FLN dans la politique de Nasser

En 1955, le FLN c'est surtout une poignée d'ex-délégués MTLD du Caire « plus ou moins sous la coupe de Nasser et du chef de son deuxième bureau, Fathi el-Dib, qui la finance et l'approvisionne en armes. »⁸

À la fin octobre, quand Filali et Mezerna arrivent au Caire, Chadli el Mekki qui avait représenté le MTLD auprès de la Ligue Arabe, a été remplacé par des exécutants à l'échine souple : Aït Ahmed et surtout Ben Bella.⁹ Allah el Fassi le leader de l'Istiqlal et le vieil Abd el-Krim, allié de Messali sont

tenus par Nasser, à l'écart, à la différence de Salah Ben Youssef, le rival de Bourguiba intégré dans sa politique nationaliste arabe.

L'arrivée de Lahouel et Yazid au FLN ne change pas la nature d'un groupe, sans programme et sans base sociale en Algérie. La situation évolue, le 11 janvier, avec la formation sous l'égide de Fathi el Dib, d'un Comité dirigé par Mezerna, groupant toutes les personnalités algériennes dans un « Front de libération algérien » (FLA). Peu après, Mezerna, Lahouel et Khider annoncent dans une circulaire aux militants, la formation du FLA fondé sur la reconnaissance de l'Armée de libération nationale et de son pouvoir de décision et l'attachement au principe d'action et d'unité d'action nord-africaine.

À l'initiative de Mezerna, le FLA s'ouvre à tous les mouvements nationaux et se transforme en un « Comité des dix » où entrent le cheikh Brahimi (Oulémas), Bayoud (UDMA) et Lahouel (ex-centraliste). Opposé à la création d'un Front sans principes et placé sous la tutelle de Nasser, Messali exclut Mezerna pour « trahison ». Peu après Brahimi se sépare de Khider, opposé au FLA et il forme avec Bayoud et Mezerna un second comité.

Dès l'annonce de la création du FLA, Boudiaf soutenu par Khider, lance une large campagne en Algérie et en France sur le thème : « Tous les représentants des mouvements algériens y compris Mezerna et le MTLN ont rejoint le FLA. Il n'y a que Messali qui est resté seul. » Ulcéré, Mezerna se retire du FLA et forme avec Bayoud, El Ouartlani et Chaddli el-Mekki un nouveau Front.

Après la conférence de Bandoeng, Chadli el-Mekki et Mezerna sont arrêtés et incarcérés par Nasser. Le cheikh El Ibrahim est placé en résidence forcée, Bayoud s'enfuit d'Égypte et Filali parvient à gagner la France. Désormais Nasser contrôle le FLN.

Dans *Jeune Afrique*, 22 mai 1985 « Bandoeng trente ans après », Aït Ahmed survalorise son rôle qui se limite à la participation « aux séances non publiques ainsi qu'aux travaux des commissions, Allal el-Fassi devient membre de la délégation irakienne, tandis que Salah Ben Youssef et moi allons respectivement avec le Yémen et l'Arabie Saoudite. Le prince Fayçal, notre voisin à l'hôtel et dans la salle, se préoccupe à tout instant de l'évolution de notre « cause ». Aït Ahmed reconnaît que Nehru n'a pas reçu les délégués FLN et qu'il n'a pu « infléchir dans le bon sens la position de Nehru sur l'Algérie. » Il ignore le Message de Messali, lu par Nehru et applaudi par la salle, et il fournit une importante information. Après novembre 1954, écrit-il :

« Le Bureau du Maghreb au Caire décide l'unité d'action diplomatique et informative des trois sections. Il faut que les Algériens soient présents à Bogor, le mois suivant. Alerté en notre faveur par Azzam Pacha, ex-secrétaire général de la Ligue arabe, le prince Fayçal d'Arabie Saoudite nous fait débloquer, séance tenante, l'équivalent de 100 millions de francs français de l'époque (les centimes d'aujourd'hui). M'hammed Yazid et moi arrivons donc à Bogor. [...] Nous sommes reçus par tous les chefs de délégation, à l'exception de Nehru et de Sir John Kotelawala, premier ministre de Ceylan, mais nous transmettons notre littérature et nos revendications aux staffs et à la presse des deux pays. »

Conclusion : Au printemps 1955, alors que Zighout Youssef et Chihani Bachir préparent l'insurrection du 20 août du Nord Constantinois qui met fin à l'Algérie du Statut, le FLN du Caire a accepté la tutelle de Nasser et le financement de l'Arabie Saoudite.

Notes

1. Guittard (O). *Bandoeng et le réveil des peuples colonisés*, Que sais-je ? 1961
2. Grimal (H). *La décolonisation, de 1919 à nos jours*, Complexe, 1985, pp.220-21.
3. L'Année Politique, 1955, pp.383-385.
4. Nehru avait refusé de recevoir à Bogor Aït Ahmed et Yazid. La divergence entre Nehru et Nasser qui se manifestera en 1956, entraînera la dislocation du bloc afro-asiatique.
5. Archives privées.
6. *Le Cri du Peuple*, Février-mars 1991.
7. Rous (J). « Bandoeng, répétition pour l'histoire », *Esprit*, et « Rencontres socialistes à Bandoeng et dans l'Inde », *Correspondance Socialiste Internationale*, juillet 1955.
8. Guérin (D). *Quand l'Algérie s'insurgeait, 1954-1962.*, La pensée sauvage, 1979, p.47.
9. Duchemin (J). *Histoire du FLN*, La Table ronde, 1962
« Un homme comme le major Fathi el-Dib avait préféré Ben Bella à Khider ou à Aït Ahmed, parce qu'il lui avait paru plus maniable », p.81.

Jacques Simon, 17 mars 2016.